

La vraie défense de l' "Humanité"

# la Vérité

## ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 12. — 29 Novembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

### Le gouvernement à l'assaut de l' "Humanité" Boukharine contre la droite!

Le gouvernement Tardieu vient de procéder à une nouvelle attaque contre l'Humanité. Celle-ci était débitrice de plusieurs millions envers la B.O.P. Par le canal des administrateurs judiciaires placés par le gouvernement à la B.O.P., celle-ci réclame le versement immédiat par l'Humanité d'environ 2.600.000 francs. C'est un moyen pour mettre l'Humanité en faillite et permettre à n'importe qui de la racheter. Contre cette attaque gouvernementale, les milliers de travailleurs de la région parisienne qui lisent l'Humanité s'émeuvent.

L'Humanité s'intitule elle-même « le journal de la classe ouvrière ». Si cela veut dire que c'est le journal que lisent les ouvriers révolutionnaires, c'est vrai. Il n'y en a pas d'autre qui soit quotidien. Si cela veut dire que c'est un journal qui défend bien la classe ouvrière, nous disons non.

L'Humanité mène une politique qui n'est presque jamais juste et que nous dénonçons et dénoncerons chaque fois qu'il le faudra. Sur la plupart des problèmes nationaux et internationaux, sa position, qui est celle que lui impose l'Exécutif de l'Internationale est fautive. Elle trompe la classe ouvrière constamment. Elle sert de moyen d'agitation superficielle, mais nullement de propagande. Cependant, elle s'occupe des intérêts des travailleurs. Malgré ses erreurs continues, son rayonnement est considérable. Chaque ouvrier révolutionnaire, même celui qui comprend déjà les fautes constantes et grossières de l'Humanité, la lit. Voilà ce dont il faut tenir compte. Tardieu le sait bien, et c'est pour cela qu'après avoir beaucoup fait pour effriter et morceler le parti, il s'attaque directement à l'Humanité. Mais les travailleurs ne le laisseront pas faire. Ils montreront qu'ils veulent défendre l'Humanité.

Mais nous ne leur cacherons pas la responsabilité du parti et de l'Humanité dans la crise qui les agite aujourd'hui. Pourquoi l'Humanité pouvait-elle avoir un découvert de plusieurs millions à la B.O.P. sans que ses lecteurs en soient informés ? Pourquoi le gouvernement tente-t-il aujourd'hui sa manœuvre contre l'Humanité, c'est-à-dire au moment où le parti est affaibli, où les masses suivent difficilement le parti, et où règne une certaine passivité chez les ouvriers ? C'est parce que l'Humanité et le parti ne s'occupent de l'opinion de leurs adhérents que lorsqu'il faut leur demander des sous ! Parce que le seul travail que le parti réclame aujourd'hui de ses membres, c'est de lui récolter de l'argent, pour remplacer tout celui qui est gaspillé en fonctionnaires, éditions, etc., sans aucun contrôle de qui que ce soit ! En un mot, cet état de choses est le résultat de toute la politique intérieure du parti depuis plusieurs années.

Aux camarades qui versent leur obole pour la défense de l'Humanité, nous disons : Camarades, cela ne suffit pas ! Il ne suffit pas

d'argent pour sauver un journal que toute sa fautive politique pousse sous les coups de Tardieu et Cie ! Ce qu'il faut, c'est un nettoyage complet de la maison : hommes, méthodes et politique. En défendant l'Humanité contre le gouvernement, en défendant contre la bourgeoisie un journal auquel les travailleurs ont tant donné de leur soutien et de leurs forces, il faut prendre l'engagement de le défendre contre ceux qui le mènent à sa perte en l'administrant sans contrôle, en lui faisant faire une politique fautive, qui n'éduque pas les prolétaires, qui sème le mensonge dans la classe ouvrière.

Pour l'Humanité, oui ! Mais pour une Humanité communiste, débarrassée de tout l'appareil qui la défigure, l'Humanité doit être le journal communiste qui guide vraiment les travailleurs, au lieu de les jeter dans une impasse et de leur faire faire des faux-pas. Une Humanité communiste, Tardieu n'oserait pas y toucher. Le gouvernement ne pourrait pas l'atteindre en se bornant à manœuvrer les rouges, tout ce qu'il y a de plus légaux, d'une banque !

Ce n'est pas d'aujourd'hui que se produit la première attaque du gouvernement contre l'Humanité. Mais, après chaque alerte, ceux qui l'ont soutenue se rendorment, ils laissent les mauvais chefs à la tête de leur journal, ils n'organisent pas le contrôle de la base, ils n'exigent pas la reddition de comptes nécessaire. Quelques bonnes paroles et tout est dit.

En défendant l'Humanité aujourd'hui, il faut que chaque ouvrier se dise qu'une fois l'alerte passée, il doit réclamer une nouvelle gestion de l'Humanité, une nouvelle politique, une information honnête. Il doit aider l'opposition communiste à mener sa lutte contre les cadres bureaucratés du parti, contre ses méthodes, contre sa politique de compromis, contre son action qui ne fait pas ce qu'il faut pour rallier les masses ouvrières et, au contraire, trop souvent, les décourage et les démoralise.

L'Humanité ne cesse de dire que Tardieu frappe parce que les masses ouvrières réveillées menacent le pouvoir bourgeois. C'est faux. L'Humanité doit savoir, au contraire que si la classe ouvrière n'avait pas été préalablement affaiblie, Tardieu n'oserait pas l'attaquer avec une telle impudence.

L'opposition communiste appelle les travailleurs à renforcer leur action par une politique prolétarienne juste, sans bluff, mais vigoureuse et précise. Alors, les travailleurs pourront recréer une Humanité qui soit vraiment leur journal, et qui les entraîne avec succès dans la lutte.

Pour une véritable presse communiste ! Voilà ce que veulent les travailleurs. De l'Humanité, ils exigeront, avec l'opposition, une nouvelle politique. C'est la seule condition qui puisse rendre leur aide efficace pour l'avenir du mouvement révolutionnaire.

Au moment où les staliniens paraissent engager à fond la lutte contre la droite, un coup de théâtre se produit : le trio Boukharine-Rykov-Tomsky non seulement « reconnaît ses erreurs » mais, ce qui est un comble, promet de combattre toute déviation de droite. Il faut citer ce texte remarquable — une dépêche Tass, donc officielle :

Moscou, 25 novembre. — Boukharine, Rykov et Tomsky ont remis au comité central du parti communiste une déclaration dans laquelle ils reconnaissent comme erronées les opinions défendues par eux pendant les derniers dix-huit mois.

Ils déclarent qu'ils vont lutter en commun avec le parti contre toutes les déviations de la ligne générale et avant tout contre la déviation à droite et en rejetant toute attitude conciliante envers la droite.

Sans doute, dans la lutte difficile contre le centrisme stalinienn, l'opposition de gauche a dû parfois manœuvrer pour déjouer les plans de l'adversaire. Mais jamais elle ne s'est livrée à semblable comédie.

C'est qu'au fond la réconciliation Staline-Boukharine correspond exactement aux données de la situation présente. Malgré ses zigzags, qui le portent de temps à autre, vers la gauche, Staline fait, finalement, la politique de la droite, et pour voir leur politique triompher, Boukharine-Rykov-Tomsky n'ont qu'à se taire. Tous les bureaucrates du parti et de l'appareil soviétique agissent pour eux.

Le camarade de l'opposition dont nous avons publié la lettre dans notre précédent numéro, laissait d'ailleurs prévoir ce rapprochement, l'évoquant alors comme une hypothèse très vraisemblable.

Ainsi, se trouve une fois encore confirmé ce que nos camarades russes n'ont cessé de répéter : que Staline ne combat et ne peut combattre la droite qu'en paroles — pour tromper les ouvriers. Ceux qui ont la volonté de combattre vraiment la droite et seraient capables de le faire, il les emprisonne, ou les déporte en Sibérie.

#### ZINOVIEV RENOUVELLE SES OFFRES DE SERVICES

Zinoviev profite de l'occasion pour rappeler qu'il est toujours là, car Staline ne lui permet de parler qu'à de très longs intervalles. Il est tout à fait d'accord — et depuis longtemps — avec la politique du Comité central ; il déclare humblement « qu'il ne désire nullement agir contre le parti » et souhaite que « les camarades s'en rendent compte ». Ayez pitié d'un malheureux qui a cru, en 1925, que l'opposition était le chemin du pouvoir...



## LA SEMAINE

### Une réunion à la Chapelle.

Des centaines d'ouvriers se pressaient dans ce préau d'école de la rue de la Chapelle, où la direction du parti avait organisé une réunion pour dénoncer la « trahison » des « six ». A neuf heures, la salle était archi-comble, les couloirs bondés, et jusqu'aux fenêtres on était grimé. L'atmosphère était orageuse. Les campagnes forcenées de l'*Humanité* avaient atteint leur but et le sort des élus municipaux était réglé d'avance. Sellier et Joly, conseillers du 18<sup>e</sup>, convoqués, avaient par une affiche, annoncé qu'ils ne se rendraient pas à la réunion; mais finalement ils se ravisèrent.

Tout d'abord, Pillot, de la région parisienne, sur les thèmes-clichés de l'*Humanité*, agrémentés d'invectives violentes contre les élus, viendra dire que ces derniers « acceptaient du bout des lèvres les résolutions du parti ». Mais si Pillot et la direction du parti n'avaient pas d'illusions sur la position des élus, pourquoi en faisaient-ils leurs mandataires de confiance ? Pourquoi Garchery, au nom du bureau politique, allait-il à Clichy essayer de ramener Aufray dans le giron du parti? Pillot préfère ne pas insister.

Soudain Sellier et Joly font leur entrée. Salués par des cris variés et des huées, traités de tous les noms, c'est miracle qu'ils n'arrivent pas à la tribune à moitié assommés. Le bureau annonce qu'il leur sera accordé une heure au total pour s'expliquer et Doriot prend la parole. On sait qu'il était, depuis le congrès de Saint-Denis, considéré comme suspect ayant eu la malchance de miser sur le clan Boukharine plutôt que sur le clan Staline dans les questions russes; de ce fait la direction du parti lui avait découvert toutes sortes de fautes, qu'il s'empresse de reconnaître, en ajoutant même d'inexistantes; l'essentiel était pour lui de ne pas se laisser débarquer et de tenir.

Le départ des « six » lui donne l'occasion inespérée de renflouer honorablement son orthodoxie. Il oppose à Sellier et aux autres, l'attitude de Cachin, et il se lance dans une curieuse explication sur l'absence de ce dernier; Cachin était intervenu au nom du groupe communiste, à la Chambre, lors de la présentation du ministère. Tardieu; il avait causé une impression pénible, hésitant, cherchant ses mots, enfin donnant la sensation d'un homme malade. C'est pourquoi, la direction du parti a pensé qu'il devait se reposer en province... C'est là une maladie qui arrive bien à propos. Doriot ne pouvant se servir d'un texte de Cachin condamnant les « six », il un mot de celui-ci demandant des nouvelles de l'*Humanité*. Après cet ingénieux subterfuge, il somme Sellier et ses amis d'apporter la preuve de leurs accusations; s'il y a des policiers dans le parti, qu'ils le prouvent ! S'il y a des bureaucrates dirigeant le parti qui se cachent au moment de l'action, qu'ils en fassent la preuve ! Il leur faudra aussi s'expliquer sur les raisons qui les ont incités à entamer une action publique contre le parti ! Il leur reproche finalement de trahir la Révolution russe et l'Internationale communiste.

Maintenant Sellier va « s'expliquer ». Pendant de longs instants, traité de « vendu », de « traître », de « voleur de mandat », il ne pourra prononcer un seul mot. Enfin sur les instances du bureau, il peut parvenir à s'exprimer. Il commence par les accusations policières. Pourquoi, demande-t-il, tolère-t-on à la rédaction de l'*Humanité* le nommé Frank Revoyre, ancien employé de la préfecture de police? Pourquoi le rédacteur de l'*Humanité* Paul Jany, accusé depuis longtemps d'être un mouchard, bénéficie-t-il avec Revoyre, de la protection de membres du bureau politique? Pourquoi ne peut-on réussir à les déloger? Pourquoi protège-t-on un mouchard de Mariage, signataire d'un manifeste majoritaire contre la direction des T.C.R.P.? Pourquoi la police a-t-elle été au courant du lieu et de la date de la réunion secrète du comité central à Achères, date et lieu connus seulement de trois membres du bureau politique? Pourquoi des masses de documents du parti sont-ils entre les mains de la police, documents qui appartiennent aussi bien aux simples cellules qu'au bureau politique?

Ces questions ne sont pas sans créer une certaine sensation dans l'assistance et laissent une impression pénible. Sellier poursuit son exposé en indiquant que les effectifs réels du parti se montent à 18.000 et non pas à 40.000 membres. Après avoir montré la baisse de ceux de la C.G.T.U., il termine en déclarant qu'en dépit de toutes les injures, il s'efforcera de montrer la vérité au prolétariat et si celui-ci ne veut pas l'écouter, « ce sera tant pis pour le prolétariat ».

Pas une seule fois Sellier n'aborde la question des causes profondes des faits qu'il stérilise.

On croirait qu'ils se sont produits par hasard et non pas en conséquence d'une certaine politique, dans laquelle il a lui aussi ses responsabilités.

Doriot lui répond. Les « six » avaient le devoir élémentaire, avant de porter leurs accusations en public, d'en saisir la direction du parti; dès aujourd'hui, dit-il, ceux qui ont été accusés d'être des policiers par les élus, seront traduits devant la commission centrale de contrôle. On avouera qu'il en était temps.

Sur la crise des effectifs, il s'en tire en objectant que la qualité remplace la quantité (?) Pour lui, toutes les affirmations des « six » cachent des divergences fondamentales avec la politique du parti; ils ont dissimulé leur véritable position pour dérocher des mandats. Cette dernière déclaration est accompagnée des cris de l'assemblée qui réclame la démission des élus.

Un dernier incident. Pillot lit une motion du conseil syndical des T.C.R.P. protestant contre la campagne « abjecte » de l'*Humanité* et conseillant aux « six » de garder leurs mandats. Deveaux qui veut essayer de défendre cette résolution est vivement houspillé et ne peut arriver à prendre la parole.

L'ordre du jour condamnant les « six » est naturellement voté. Une fois de plus, la direction du parti s'est efforcée et a réussi à dissimuler les véritables causes de l'offensive soudaine des « six ». Mais c'est elle qui est la vraie responsable; c'est à elle, bien plus encore qu'aux « six » que les ouvriers doivent demander des comptes avec la volonté de mettre fin à une politique qui, elle aussi, par sa sottise, sert les intérêts de la bourgeoisie. — G.

### La liquidation de la guerre.

Dix ans après l'armistice, Clemenceau rejoint dans la fosse les millions de victimes des massacres dont il fut un des pourvoyeurs les plus impitoyables. Ainsi se termine la vie d'une des plus curieuses et des plus fortes figures de la politique de la démocratie bourgeoise, en même temps que d'un ennemi des plus redoutables du prolétariat et de la révolution.

Clemenceau a poursuivi sa brillante et triomphante carrière au travers des batailles politiques dans lesquelles se trempa la République démocratique. Il fut le leader du « radicalisme » qui s'appuyait sur la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. C'est l'époque où ces formations de combat servirent d'aile marchante à la démocratie bourgeoise et lui frayèrent le chemin contre les forces rétrogrades cléricales et militaires et les vieux conservatismes. C'est l'époque où la grande bourgeoisie n'avait pas encore atteint le degré de concentration actuel, où elle n'était pas encore serrée de si près dans sa lutte internationale qu'elle ait besoin de prendre solidement les rênes de la nation en mains. Le tempérament vigoureux et audacieux de Clemenceau triompha dans les crises politiques: l'affaire Dreyfus, le boulangisme. Mais son individualisme effréné et ses goûts de jouisseur l'entraînèrent dans des équipées peu brillantes (scandale de l'argent de Cornélius Herz).

L'homme qui, dans la littérature, s'était fait le champion social de la misère ouvrière, réprima les grèves dans le sang. Les mouvements ouvriers trouvèrent devant eux sa police, ses fusils et ses provocateurs. Raon-l'Étape, Courrières, Draveil, Narbonne sont les illustrations sanglantes de la carrière de l'homme à poigne. La lutte contre les véritables organisations prolétariennes — la C.G.T. d'avant-guerre — commence.

L'homme du combat démocratique devait finir comme chef de l'Union Sacrée bourgeoise. La guerre capitaliste trouva en lui son véritable chef. Quand il prit le pouvoir, ce fut pour courber l'armée et la population sous le joug de la discipline la plus rigoureuse. L'armée, sur qui était passé le souffle des mutilés, fut soumise à toutes les rigueurs martiales. Dans les usines, où renaissait l'agitation révolutionnaire, les ouvriers furent sévèrement encadrés. La police, la raison d'état, le poteau de Vincennes, un régime de Terreur patriotique permirent au vieillard de tendre l'énergie la plus grande au service de la patrie capitaliste et de ranimer jusqu'au rouge la flamme de la guerre.

Pendant qu'il asservissait les travailleurs au massacre, la Révolution russe se leva. Clemenceau fut un de ses ennemis les plus lucides et les plus agissants. Contre elle, il fut l'homme du « barbelé ». Cependant il

déclarait la guerre la plus brutale aux ouvriers de l'intérieur qui cherchaient leur voie. Devant le dictateur civil, la carence des pactis et des organisations fut complète. Un ouvrier sortit des rangs du peuple pour l'abattre, Cottin. Il le manqua.

L'arrivée des Américains, l'affaiblissement économique de l'Allemagne, la naissance de la vague révolutionnaire amenèrent la paix. Au-dessus d'un Parlement abdiquant, Clemenceau, en autocrate entouré de techniciens comme Tardieu, prépara la paix de démembrement européen et de spoliation qui fut consacrée à Versailles.

Au faite de son triomphe, la bourgeoisie le débarqua. Elle se défia de cet individualiste autoritaire. Elle revint au jeu de ses institutions contrôlées, à ses hommes de paille et à ses requins, Deschanel et Millerand. Elle renvoya Clemenceau à sa philosophie personnelle.

Les ouvriers ne s'attendent pas sur les boutades du féroce gouvernant. Il est pour eux l'homme des grèves sanglantes, l'homme de la police, le chef des massacres et l'ennemi résolu et brutal du mouvement ouvrier. Un ennemi mort dans sa retraite.

### Au théâtre

## La Rouille

Pour la première fois, nous voyons sur la scène quelques aspects non superficiels, mais profonds de la vie en U.R.S.S. La pièce que présente le Théâtre de l'Avenue fut jouée à Moscou en 1926 et l'action s'y passe autour d'un groupe d'étudiants, les uns membres du Parti, les autres aspirants à le devenir.

Dans cette pièce, il y a en réalité deux drames, l'un individuel, l'autre social. Le premier est le plus accusé, le plus en relief, mais il n'est que la conséquence de l'autre, autrement douloureux. Ce qui relie les différents tableaux c'est la personnalité de Constantin Terekine (à Moscou, son nom donna le titre à la pièce), révolutionnaire jadis condamné, combattant de l'armée rouge pendant la guerre civile, aujourd'hui étudiant se livrant à des excès saouls de préférence à l'étude. Le prestige conféré par son passé permet à cet étalon de se tenir pendant longtemps des situations difficiles où il se place jusqu'à ce qu'un crime qu'il a commis soit découvert.

Le vrai drame, c'est celui de la Russie de la Nep, où les antagonismes de classes subsistent sous une autre forme. Rares sont ceux qui se sentent heureux d'avoir assailli un communiste, le plus souvent habile, insinuant comme ce fils de noman qui cherche à entrer dans la Jeunesse Communiste, ou le marchand Panchov, qui se dit ami au prolétariat, défenseur du pouvoir soviétique dont il corrompt les fonctionnaires, plus dangereuse encore quand usant de la phrase révolutionnaire, des clichés officiels, elle s'introduit dans les organisations, la bourgeoisie gagne peu à peu des positions sur le prolétariat; elle le rongé comme la rouille rongé le métal. Partout en sourdine la lutte se poursuit; ce drame est disséminé dans toute la pièce; l'intérêt de celle-ci est constitué par la façon dont réagit ce milieu d'étudiants, provenant de diverses couches de la société. Quelques-uns de ceux qui ont combattu, en qui reste la nostalgie des temps héroïques, usent leur trop plein de forces comme Terekine, ou bien dans la boisson; d'autres sont tournés vers l'Amérique, ce pays de l'organisation scientifique; la plupart étouffent, ne voient pas d'issue, n'en cherchent pas. Une seule fois, l'action se concentre: un des étudiants, ne pouvant supporter cette atmosphère « où il n'y a pas moyen de vivre » tente de se donner la mort. Il voit la bourgeoisie se relever, il a été usé par les années de guerre civile, il n'a pas pu « réfuter les thèses de l'opposition », dit-il à l'un de ses camarades qui lui reproche son acte, sa désertion au moment où comme autrefois « la Révolution est en danger ».

Cette pièce qui n'a rien d'une pièce à thèse, et peut-être précisément à cause de cela, nous fait voir d'une façon aiguë le danger qui menace la Révolution russe, la dictature du prolétariat, danger qui est partout à tout instant, mais rarement au grand jour.

Rien à dire sur le jeu excellent, ni sur la mise en scène si ce n'est qu'on n'y trouve aucune de ces recherches audacieuses auxquelles le théâtre russe se livre tant. Malheureusement le prix élevé des places ne permettra pas à beaucoup de travailleurs de voir une œuvre qui restera ainsi réservée à un public bourgeois incapable d'en saisir la portée. P.



## Le Congrès de l'American Federation of Labor

Le Congrès de l'American Federation of Labor qui vient de se tenir à Toronto, a été marqué par la carence de l'opposition aussi bien de l'aile gauche de la Fédération que du groupe soi-disant « progressif » de Muste. La bureaucratie fédérale, d'ailleurs, abandonné l'arrogance de Gompers; quelque envie qu'elle en ait, elle ne peut supprimer la lutte de classes. Ce sont les prolétaires du Sud : de Gastonia, de Marion, et d'Elizabethon qui ont constitué par leur révolte contre leurs exploités, la seule sorte d'opposition qu'il était impossible d'ignorer et qui proclamait par son action, plus puissamment que par des centaines de résolutions, la banqueroute des bureaucrates.

Cette banqueroute devient si évidente que la bourgeoisie avisée s'en inquiète. La presse libérale (Scripps-Howard) vient de publier un éditorial bien informé montrant la faiblesse de l'A.F. of L. en tant qu'organisation ouvrière. On comprend l'attitude de la presse libérale si l'on songe qu'elle voit dans le trade-unionisme « modéré » la soupape de sûreté contre le mouvement révolutionnaire. Si l'A.F. of L. cesse de remplir sa tâche de trade-unionisme « modéré », si elle devient une doublure de la National Civic Federation ou de l'American Legion, c'est l'aile gauche du mouvement ouvrier qui prend sa place comme organisation militante, et comme guide de la classe ouvrière. L'activité des communistes de Passaic, New-Bedford, et plus récemment de Gastonia, a vivement impressionné les cercles clairvoyants de la classe possédante.

Au Congrès même, cette appréciation libérale fut défendue par un vieux militant, Furuseth, et par Fitzpatrick. Ce dernier déclara que « dans l'intérêt des saines doctrines de l'A.F. of L. », il souhaitait à celle-ci un peu de l'ardeur montrée par « les fanatiques communistes qui acceptent de souffrir et de mourir pour leurs doctrines malsaines. » Il déclara aussi que « notre mission n'est pas de fonder des banques et des compagnies d'assurances sur la vie, mais d'être le refuge des travailleurs malheureux qui n'ont de secours nulle part ailleurs. »

Sous le coup de fouet des événements du Sud, la bureaucratie essaya de sauver la face. Le congrès décida une souscription immédiate, et résolut de convoquer dans le mois une conférence pour organiser une campagne dans les Etats du Sud. Mais des expériences passées (celle de 1927 pour Pittsburg entre autres), nous font accueillir ces résolutions de l'appareil avec un certain scepticisme. Green et Cie d'ailleurs ne sont pas très enthousiastes devant l'ardeur militante des travailleurs du Sud. En pleine discussion, Green éleva la voix pour les avertir « de ne pas se mettre en grève à la légère », en comptant que l'A.F. of L. leur verserait des millions pour les secourir.

Nos bureaucrates n'ont pas d'entrain pour la lutte de classes. Leur idéal est de « vendre le mouvement trade-unioniste » (c'est leur mot !) au patronat, pacifiquement, comme on traite une affaire. Leur cœur est pour la collaboration des classes, pour la fondation de banques et de compagnies d'assurances sur la vie. Ils préfèrent à tout, les luttes de caractère juridique. Leur propre sécurité et leurs salaires sont les premières charges de l'organisation. Les luttes des militants pour les salaires ou pour l'organisation syndicale qui troublent le cours paisible de leur vie doivent être évitées autant que possible. Ils sont satisfaits du triomphe temporaire de la droite chez les travailleurs de l'aiguille, et félicitent Schlesinger et Dubinsky d'avoir « balayé les vestiges du communisme » dans la fourrure et la confection.

La bureaucratie se trouva tout à fait dans son élément lors de la réception de Sir Henry Thornton du Canadian National Railway. Ce haut personnage dont le salaire vient d'être porté à 90.000 dollars l'an prouva sans peine que la collaboration de classes était très satisfaisante — pour les employeurs.

Elle augmente le rendement individuel, la production. Il négligea de dire qu'elle n'améliore pas le sort des travailleurs, et qu'elle ne leur assure pas toujours du travail. En fait, tandis que Thornton se louait ainsi de « la collaboration patronale et ouvrière » de nouveaux ouvriers étaient congédiés au Canadian Railway.

Tout frais sorti de sa visite « pacifiste » à Hoover le « camarade » Mac Donald fut l'hôte acclamé du congrès auquel il offrit une bonne tranche de son verbalisme creux et pacifiste.

L'A.F. of L. ne manque jamais de prendre le ton dans les services gouvernementaux. Il plait pour le moment à l'impérialisme américain de poursuivre ses intérêts par le pacte Kellogg, par les conférences sur le désarmement naval, etc. Pendant ce temps l'antagonisme du capital anglo-américain pour la possession du marché de plus en plus rétréci, se développe et fait mûrir une nouvelle guerre mondiale. Ce serait l'heure de préparer la classe ouvrière à la résistance en lui montrant les racines capitalistes de la guerre. Green et ses compagnons bureaucrates préfèrent jouer le jeu pseudo-pacifiste du gouvernement américain, comme ils ont joué son jeu pour la guerre dans le passé, et comme ils sont prêts à imiter à nouveau le « patriote » Gompers.

Passons sur les accusations réciproques de corruption sans lesquelles il n'y aurait pas de Congrès de l'A.F. of L. Ce qui montre bien le caractère réactionnaire de la bureaucratie fédérale c'est sa défense des retraites pour la vieillesse.

Non pas que cette mesure marque par elle-même un pas en arrière, au contraire. Mais que cette réforme élémentaire, qui existe déjà sous une forme ou une autre dans plusieurs pays, ait nécessité des discussions si vives et qu'elle soit saluée comme « un pas en avant révolutionnaire » montre éloquentement l'esprit retardataire des dirigeants.

Il y eut des congrès de l'A.F. of L. pires que celui-ci. L'esprit de lutte qui s'éveille parmi les travailleurs y a eu son écho, mais un écho déformé, affaibli; il y a un monde entre les discours de Green sur la situation dans le Sud et la réalité des luttes qui s'y poursuivent. Quand les bureaucrates font « un pas en avant » il est avéré que les ouvriers ont accompli deux, trois, dix de ces pas, de telle sorte que les Green et les Wolls continuent à rester en queue et à tirer le mouvement ouvrier par derrière. L'incapacité ou le refus de comprendre ce rôle de la bureaucratie entretiendra ces illusions dépourvues de toute base sur les possibilités de « régénération », illusions courantes dans certains milieux « progressifs ».

La politique sectaire des communistes et de l'aile gauche du mouvement aussi bien que la timidité du nouveau mouvement « progressif » ont abouti à l'absence de toute condamnation de la bureaucratie pour son œuvre de destruction du mouvement ouvrier, pour la ruine des organisations les plus fortes, et pour le recul considérable des syndicats, quant au nombre et à l'influence au cours de la présente période. Nous en sommes à l'heure de la bureaucratie. Il est temps que le travail négligé par l'aile gauche soit entrepris sérieusement.

Maurice SPECTOR.

Toronto, novembre 1929.

## Lettre d'Angleterre

### Effervescence dans l'Afrique du Sud

### Mécontentement ouvrier à Londres

Londres, 25 novembre

Tandis que le général Smuts prononçait une allocution à Oxford sur la politique à suivre en Afrique du Sud à l'égard des indigènes et faisait le bon apôtre. Reuters communiquait à la presse une dépêche de Durban disant que d'importantes forces de police, accompagnées d'un détachement armé de mitrailleuses, de bombes à gaz lacrymogène travaillaient en ce district habité par les indigènes sous le prétexte de se saisir des indigènes qui re-

fusent de payer la taxe personnelle. Six mille indigènes furent interrogés et finalement six cents furent mis en état d'arrestation. Jugés aussitôt par des tribunaux spéciaux ils furent condamnés à acquiescer la taxe ou à subir un mois d'emprisonnement.

Cette mobilisation policière et judiciaire souligne d'une manière impressionnante le malaise qui règne en ce moment chez les indigènes de l'Afrique du Sud, malaise provoqué par la politique de répression et de violence du gouvernement.

Loyalistes Britanniques du Natal et farouches Afrikaners républicains du Transvaal qui se sont fait entre eux, jadis, une guerre acharnée, se trouvent toujours d'accord lorsqu'il s'agit d'exploiter et de brutaliser les indigènes. Le ministre de la Justice, Pirow, un Afrikaner, est l'instigateur principal de cette politique de répression; c'est lui qui dirigeait l'attaque armée sur le district indigène, composé de baraquements. Cette vaste opération de police avait pour but non avoué de faciliter le vote d'un projet de loi privant les indigènes de la franchise électorale.

M. Pirow a été obligé de justifier son coup de force. Il l'a fait en une déclaration dans laquelle il incrimine du commencement à la fin l'Internationale communiste et s'étend longuement sur un meeting d'indigènes tenu à Johannesburg le 10 novembre.

Ce meeting, organisé par la section indigène du parti communiste, avait rassemblé environ 1500 assistants et s'était terminé par la mise en accusation du ministre de la Justice, rendu à juste titre responsable des mesures prises contre les indigènes et de celles dont ils se savaient menacés. Le « juge » décida que l'effigie du ministre serait brûlée tandis que les « jurés » criaient : « Brûlez le cochon ! Brûlez l'oppresseur ! Brûlez cet instrument de l'impérialisme britannique ! » Auparavant, plusieurs orateurs avaient accusé le général Herzog de « chercher un refuge sous l'aile de l'impérialisme britannique ».

Les journaux libéraux montrent quelque inquiétude au sujet des mesures brutales et exceptionnelles du gouvernement. Ils reconnaissent que la situation est sérieuse puisqu'il y a dans les baraquements de Durban 40.000 indigènes en proie à une vive excitation. Mais ils craignent que la manière forte ne réussisse qu'à l'aggraver. Il est possible que des « agitateurs » communistes envoyés par l'Internationale communiste se trouvent parmi les indigènes, mais leur propagande serait vaine s'il n'existait pas un mécontentement profond. D'où ils concluent qu'une sage politique apaisant les indigènes en leur accordant des satisfactions accrément combinées serait plus efficace que des déclamations ministérielles contre l'Internationale communiste.

Le problème minier a pris un développement imprévu. La Fédération des mineurs, sous l'impulsion de A. J. Cook, devenu un homme très raisonnable après s'être déclaré « un humble disciple de Lénine », a décidé de se contenter du projet gouvernemental dont la disposition essentielle est de ramener de 8 heures à 7 heures et demie, la journée de travail. La décision a été prise à la majorité, les représentants de deux districts miniers : Yorkshire et Forest of Dean restant irréductibles. Le projet gouvernemental n'apporte, en effet, absolument rien aux mineurs des bassins où la journée de travail est actuellement de 7 heures et demie, et le Yorkshire est dans ce cas.

Aussitôt après le vote d'acceptation, le président de la Fédération, Herbert Smith, qui est depuis de longues années le leader des mineurs du Yorkshire, a donné sa démission. Il a été remplacé par T. Richards.

Le mécontentement est toujours vif dans les rangs de l'Independent Labour Party à l'égard de la politique du gouvernement et en particulier, au sujet des modifications proposées à l'assurance contre le chômage, et qui sont en effet fort loin de ce que les candidats travaillistes ont promis lors des élections. Sur un point même, elles aggravent les stipulations existantes. Maxton, président de l'I.L.P., conduit les mécontents, mais il est lâché par ses propres troupes. Il avait préparé un amendement et recueilli trente-trois signatures. Une réunion eut lieu à la Chambre des Communes qui fut fort vive et dura plus de deux heures et demie. Tous les orateurs déplorèrent l'insuffisance du projet gouvernemental mais il fut finalement décidé néanmoins, par 41 voix contre 14, de le voter. Les « révoltes » de l'I.L.P. contre la clique travailliste dirigeante ne vont jamais bien loin. Elles font long feu en cours de route : il ne faut pas ordonner d'annus supplémentaires aux camarades ministres. — S. B.



## Le mois économique

# OU EN EST L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ?

Nous publierons régulièrement une rubrique intitulée *Le mois économique*. Deux mois d'explication à ce sujet.

La base de toute action marxiste révolutionnaire c'est la connaissance et la compréhension des phénomènes économiques et sociaux tels qu'ils se développent sous nos yeux. Si nous ne comprenons pas l'évolution de ces phénomènes nous apprécierons fausement la situation, et en conséquence, nous orienterons mal notre action politique. Les partis révolutionnaires marxistes doivent savoir apprécier la situation économique et ses répercussions sur le mouvement des classes.

Naturellement notre méthode ne ressemble en rien à celle des économistes bourgeois. Une partie de ceux-ci se mettent au service de la bourgeoisie, et travaillent dans les différentes branches industrielles, agricoles, commerciales ou financières. Ils n'ont qu'un horizon borné et leur seul objectif est de servir au développement des affaires qui les emploient. Une autre partie, professeurs en général, se livrent à des études plus générales, et qui ouvrent parfois d'intéressants horizons. Keynes, Aftalion, par exemple. Cependant leurs postulats restent ceux de l'économie bourgeoise et ils ne parviennent jamais à envisager dans toute sa profondeur l'évolution du monde capitaliste.

Notre tâche à nous, c'est de servir la classe ouvrière en l'aidant à s'orienter dans la situation économique, grâce à l'analyse marxiste.

Dans la *Vérité* nous ne pouvons pas songer à traiter ces questions avec toute l'ampleur désirable. Il nous faudrait y consacrer chaque semaine un grand nombre de pages de notre journal. Nous nous contenterons d'un bref aperçu chaque mois. Dans ces aperçus nous ne pourrions pas examiner tous les phénomènes économiques intéressant notre mouvement. Notre premier souci sera de suivre le développement du capitalisme français, et comme bien entendu l'économie française ne peut pas être isolée du marché mondial, nous ferons intervenir les phénomènes économiques internationaux dans la mesure où cela sera nécessaire. Nous userons le moins possible des statistiques et des tableaux chiffrés, ce qui rendrait difficile la lecture de ces articles. Mais nous serons cependant obligés d'y recourir pour ne pas tomber dans le vague et pour fixer solidement les idées.

D'une manière générale voici les sujets dont nous nous occuperons. D'abord la **production industrielle** : industrie lourde, mines, objets manufacturés. **Agriculture** : production, index des prix. **Marchés** : commerce extérieur et intérieur. Prix de gros et de détail, trafic maritime et ferroviaire. **Finances** : émission de capitaux, concentration, volume des affaires, épargne, etc... Enfin, **l'évolution des classes** et principalement du **prolétariat** : concentration, immigration, chômage, prix de la vie, conditions de travail. Nos sources seront autant que possible de première main, mais nous recourrons dans la mesure nécessaire aux journaux et revues.

On peut nous faire l'objection suivante : ces études sont-elles bien à leur place dans le journal ? Nous répondons : oui ! Il est nécessaire que les camarades les suivent. Elles leur fourniront des faits et des arguments. Une des plus grandes faiblesses du parti c'est de n'avoir jamais su s'orienter dans les événements. Le parti s'est régulièrement trompé dans ses évolutions. L'exemple de la crise de 1926 est typique. Le parti annonçait la chute catastrophique du franc au moment même où Poincaré le revalorisait. En 1927, lorsque Bokanowski établit un nouveau tarif douanier pour compenser la prime à l'exportation engendrée par l'inflation qui disparaissait, le parti annonça que l'impérialisme français « reculait ». Si Varga et son équipe n'envoyaient pas de temps à autre de Moscou quelques appréciations

économiques, le parti s'en irait définitivement à la dérive. *L'économie et la lutte politique en France*, publié par le parti, est écrit par un fonctionnaire russe sous le pseudonyme de Chavaroche.

Nous voulons faire cesser cet état de choses. Nous voulons examiner par nous-mêmes la situation. Disons franchement que pour mener à bien cette tâche nous avons besoin de la collaboration des camarades. Nous ne prétendons pas être infailibles. Il faut que chacun nous envoie ses critiques et ses observations, ou de la documentation complémentaire qui puisse préciser la nôtre. Par un travail collectif nous aboutirons. Au travail !

### L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EST-ELLE STABLE ?

La question débattue dans les centres économiques du monde entier est celle-ci : la crise boursière aux États-Unis va-t-elle avoir des répercussions à l'étranger et déclencher une crise économique mondiale ? Cela dépend d'un grand nombre de conditions, et notamment de la situation économique générale des principaux pays. La France passe jusqu'à présent pour avoir joui d'un grand état d'équilibre, surtout depuis la stabilisation du franc. Qu'en est-il au juste ?

En 1929 la production continue à être ascendante. Elle ne connaît pas le rapide accroissement de la production américaine, ou allemande, cependant elle se développe continuellement. L'indice pour les industries mécaniques est de 157 en septembre, pour 138 en 1928 (1913 = 100). Pour les industries extractives, l'indice est de 120 (septembre), contre 117 en 1928. Le bâtiment est en progrès. L'industrie du caoutchouc passe de 597 en 1928 à 923 pour septembre 1929. L'industrie métallurgique dans son ensemble donne l'indice 125, auquel elle se maintient en 1929.

L'extraction de houille donne les moyennes mensuelles suivantes :

1926	4.285.000 tonnes.	
1927	4.315.000 —	
1928	4.280.000 —	
1929	4.445.000 —	pour les

9 premiers mois.

La fonte passe de 777.000 tonnes (moyenne mensuelle en 1928) à 841.000 en 1928 et 873.000, moyenne des premiers mois en 1929.

La production d'acier est dans les mêmes proportions.

Les textiles et le cuir ont subi un certain recul, largement compensé par les autres branches. Non seulement la construction immobilière est en progrès, mais aussi les constructions navales et le matériel roulant. La Compagnie du Nord vient de commander pour 33 millions de matériel. Le programme économique du gouvernement Tardieu ouvre d'excellentes perspectives aux grands industriels. Tout cela constitue ce qu'on appelle une conjoncture ascendante. L'augmentation de la production se double d'une rationalisation activement poussée quoi qu'elle soit loin d'atteindre le rythme du même processus en Allemagne. Le rendement du travail des ouvriers augmente sensiblement.

Dans l'industrie automobile le travail à la chaîne est de plus en plus généralement employé. Pour l'extraction de charbon, le rendement de 978 kilos par jour et par homme en 1913 était tombé à 803 en 1919, 758 en 1922 ; en 1927 le rendement était remonté à 840 kilos, et à 915 en 1928. Cependant les progrès du machinisme sont encore lents, si bien que le licenciement d'ouvriers et le chômage qui en résultent sont peu importants. Les industriels français ne cessent même de faire appel à la main d'œuvre étrangère. Il faut pour expliquer cela compter avec la faible natalité en France, mais aussi avec le degré encore assez peu élevé

de la rationalisation, quoiqu'il s'accroisse chaque jour.

A cette production croissante correspond un déficit croissant de la balance du commerce extérieur qui atteint près de 7 milliards pour les 9 premiers mois de cette année. Cet aspect du développement économique de la France n'est pas sans inquiéter quelque peu les capitalistes français. De janvier à octobre les importations sont passées de 33 milliards 825, à 38 milliards 698 (de 38.671 à 43.959 en comprenant le commerce avec les colonies). Sur ce total, il y a une forte augmentation d'importation de produits fabriqués et une diminution dans l'exportation des objets fabriqués. Il est intéressant de remarquer que l'augmentation des importations a lieu principalement au bénéfice de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Angleterre, du Canada. De même la diminution des exportations françaises est particulièrement sensible en Allemagne et en Angleterre.

Cela signifie clairement une diminution dans la capacité mondiale de concurrence de la France. Cela est confirmé par le fait que dans son commerce avec ses colonies, c'est-à-dire sans barrières douanières, la balance redevient favorable. Il y a un excédent de 1 milliard 400 millions sur des échanges montant à près de 12 milliards de francs. Cette bataille pour l'exportation devient de plus en plus aiguë, maintenant que la production dépasse très largement son niveau d'avant-guerre et que la capacité de consommation intérieure ne s'étend plus et a, au contraire, tendance à se rétrécir par l'effet de la concurrence étrangère et de la baisse des salaires par la hausse constante du coût de la vie. Le commerce extérieur ne bénéficie plus du franc bas et de l'inflation, et les prix français ont rejoint depuis 1928 les prix mondiaux. La France est donc obligée de lutter sur le marché à armes égales. Et c'est dès ce moment que les difficultés commencent.

Cependant un tel déficit dans la balance du commerce extérieur aurait déjà entraîné des catastrophes s'il n'était pas compensé par les exportations invisibles, capitaux, frêts maritimes, dépenses des touristes. Déjà en 1927 et 1928 le déficit du commerce extérieur s'accroissait. Et cependant les recettes des capitaux investis à l'étranger, les dépenses des touristes (13 milliards en 1926, 6 en 1927), les frêts maritimes, etc... assureraient en définitive une balance des paiements favorable. Mais il est intéressant de constater que le déficit des exportations de marchandises diminue toujours, et que les exportations visibles non seulement n'augmentent pas proportionnellement, et même ont tendance à diminuer. L'apport des touristes est en régression, et l'exportation de capital n'augmente pas suffisamment vite. La France ne peut pas réaliser le tour de force de l'Angleterre dont l'énorme déficit en exportations de marchandises est entièrement compensé, et au delà, rien que par le revenu de ses capitaux exportés.

L'accumulation de capital en France a repris un rythme important, mais la plupart des disponibilités sont investies en France même, dans les industries qui se transforment et se renouvellent. Les émissions de capitaux continuent à être croissantes et se font dans de meilleures conditions. En juillet 1926, au plus fort de la crise du franc on avait émis 114 millions en obligations au taux de 10,10 pour 100 ; en octobre 1929 : 1.622 millions au taux de 4,80 p. cent. Les dépôts dans les grandes banques et à la caisse d'épargne ne cessent d'augmenter. A la **caisse d'épargne** la progression se marque ainsi :

1927	6 milliards 470
1928	8 milliards 813
1929	10 milliards 219

(7 premiers mois)

Tout cela montre les bons résultats, au point de vue capitaliste, de la politique de



## DANS LES JEUNESSES COMMUNISTES

### Les conditions d'un redressement

Poincaré en matière d'assainissement de la situation. Cela montre aussi clairement que la situation du capitalisme français n'a cessé d'être favorable, mais que dès maintenant on s'aperçoit de ses difficultés sur le marché mondial et de la nouvelle position qui est la sienne dans la lutte économique internationale.

Une des premières nécessités pour l'impérialisme français, c'est de redevenir non seulement exportateur de marchandises, mais surtout exportateur de capitaux. La bataille pour les marchés devient tous les jours plus âpre, et il ne semble pas que la France y soit toujours heureuse. Sa principale force, c'est « l'équilibre » dans son marché intérieur : un crédit public et particulier en développement certain, ajustement de l'industrie à l'agriculture, un outillage renouvelé, un marché intérieur pas trop affaibli, un marché colonial énorme et à peine exploité.

Mais cet « équilibre » est constamment battu en brèche par des crises intérieures et extérieures. Aucun pays capitaliste ne peut vivre renfermé sur lui-même. Surtout pas un pays impérialiste de première grandeur, comme la France.

La crise boursière aux Etats-Unis est survenue au moment où l'on s'inquiétait, en France et en Europe de la mainmise des Etats-Unis sur le vieux continent. L'affluence de capitaux étrangers et la spéculation boursière avaient fait monter toutes les grandes valeurs à des chiffres astronomiques. Soudain leur affaissement a ruiné la plupart de leurs possesseurs et l'on craint que la répercussion ne se fasse sentir jusque dans l'industrie lourde qui produit des matières premières pour la fabrication des objets que les gens ruinés n'achèteront pas. Il s'ensuivrait pour les industriels américains la nécessité de se tourner vers le marché extérieur, avec plus de décision et de vigueur. D'autre part, le krach aura assaini la Bourse de telle manière qu'elle redeviendra accessible aux capitaux étrangers, ou que ceux-ci se dirigeront vers les autres grands centres, anglais ou français. Par suite, les capitalistes français ne savent encore s'il faut se réjouir ou s'inquiéter. Cela ne peut se prévoir exactement.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons très certainement indiquer que toute la politique extérieure de l'impérialisme français est celle de la protection, sinon de la conquête, de marchés. Déjà il s'occupe d'« aménager » ses colonies, il leur octroie un emprunt de 360 millions, et développe son commerce avec elles en exploitant toujours plus à fond sa main d'œuvre. Mais il lui faut aussi exporter à l'étranger, et sa politique extérieure, celle de Briand, n'a pas d'autre sens. C'est aussi la raison pour laquelle nous voyons les représentants qualifiés du capitalisme français, dont le requin Tardieu, soutenir Briand alors que certains représentants attardés des intérêts de l'industrie lourde, comme Marin, attaquent Tardieu pour son programme économique trop expansif, l'industrie lourde travaillant en France surtout pour les besoins intérieurs. La guerre de 1914-18 s'estompe dans le passé aux yeux des impérialistes ; eux qui n'en ont recueilli que les bénéfices, ils ont le regard tourné vers demain, ce demain que préparent les conférences navales et diplomatiques derrière lesquelles ils poursuivent, sans s'en douter, leur course vers la catastrophe.

Ainsi donc, du haut de leur sommet hautement bureaucratique, les dirigeants des Jeunesses Communistes daignent accorder aux membres des cellules une discussion politique. Telle est leur déclaration, mais tout autre la réalité. On prend soin de fixer les limites permises qui réduisent en fait la soi-disant discussion à une question non de fond, mais d'un vulgaire alibi à l'usage des bureaucrates usurpateurs.

Il s'agit, non de discuter les résolutions prises d'en haut, mais de discuter leur mise en application, dans leur propre cadre.

Pas de critique, mais de l'auto-critique, c'est-à-dire néant.

Plus que toute autre, l'organisation des Jeunesses Communistes a subi les conséquences néfastes de la politique suivie et subie. La mécanisation appliquée avec une ardeur toute juvénile, a conduit à un désastre. Le dernier Congrès des Jeunesses Communistes posa, on s'en souvient, par la bouche même du rapporteur officiel, la question de l'existence des jeunesses : on ne peut avouer, avec plus d'inconséquence les résultats de ce travail.

Il n'est que temps de se ressaisir, c'est-à-dire que c'est aux membres des cellules à prendre la parole pour dénoncer tout le mal, afin de le guérir.

Pour cela, il faut briser la discipline bureaucratique. Le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. J. avait mis les Jeunesses sous le contrôle du parti et de l'I. C. C'était bien. C'est au parti gardien de la tradition révolutionnaire qu'il appartient d'éduquer et de diriger les nouvelles générations, relèves de demain. Pour cela, il faut une juste politique du parti ; elle seule peut faire profiter les jeunes de l'enseignement des batailles ouvrières. Nous vimes cette liaison réalisée et dans la Révolution d'octobre et dans les pays où les jeunesses constituèrent l'apport vivant contre l'opportunisme.

Or, aujourd'hui la situation est toute différente. Réduisant la subordination des J. C. au Parti à une question purement formelle, c'est-à-dire à une discipline bureaucratique, la direction de l'I. C. vicie dans son essence même l'organisation des J. C., la détournant de son but, qui est de former les cadres de demain.

Comme toutes choses se font actuellement dans l'I. C. et l'I. C. J., les mots d'ordre nouveaux tombent un beau jour sur les membres qui n'y furent pas préparés, et ne peuvent les comprendre, car ils sont, en outre, en contradiction avec les faits quotidiens de la vie ouvrière, que les jeunes ouvriers vivent à l'usine. C'est ainsi que nous sommes, à défaut d'analyses de la situation, gratifiés d'un nouveau mot d'ordre libellé le « tournant », qui est la « troisième période » à l'usage des jeunes.

Nous ne songeons pas à nier le caractère précaire de la stabilité de la bourgeoisie, car nous voyons bien les contradictions dont elle est dévorée ; mais, justement pour cela, nous exigeons une analyse nette de la situation, car la souple tactique d'un parti communiste est justement caractérisée par sa capacité à se mouvoir et à s'orienter dans une situation donnée. Pour cela, il faut ainsi que l'écrivait Lénine dans la *Maladie infantile*, « unir dans la lutte révolutionnaire l'ardeur la plus passionnée au sang-froid le plus grand et l'estimation la plus froide des agitations forcées de la bourgeoisie ». Les analyses que donne la direction officielle sont calquées sur l'instabilité de sa propre situation, oscillant entre le réformisme et le communisme, et en définitive est à la remorque de la situation. On ne peut présenter comme une victoire ouvrière la défaite du 1er août, qui est l'illustration d'une politique néfaste, et en tirer des conclusions sur l'acuité de plus en plus grande de la situation. Il faut autre chose.

De même pour la social-démocratie, l'introduction au programme de l'I. C. indiquait que depuis le 5<sup>e</sup> Congrès le fait le plus important est que la « social-démocratie a dégénéré en socialisme chauvin et impérialiste ». A cela, chaque ouvrier répondra, contrairement aux auteurs dudit programme, que le chauvinisme de la social-démocratie date non du 5<sup>e</sup> Congrès, mais bien d'août 1914, avec la faillite la II<sup>e</sup> Internationale. Le problème de la lutte contre le réformisme est dicté par la situation, qui montre la croissance de la social-démocratie, comme conséquence du reflux de la vague révolutionnaire en Europe et de l'incapacité de la direction de l'I. C. à rassembler les masses autour d'elle. Cette question est très importante pour la conquête des jeunes générations. La direction de l'I. C. et de l'I. C. J.

a résolu élégamment le problème en déclarant la situation révolutionnaire. Cela a conduit au 1er août et, en Chine, à Canton. La tactique révolutionnaire n'est pas et ne peut pas être le putsch.

A cela s'ajoute pour les jeunesses la question de l'éducation et de la formation des cadres. Pour la résoudre, il est évident qu'il faut enseigner le marxisme, non d'une manière scholastique, mais à l'aide des faits quotidiens de la lutte prolétarienne, ce qui nécessite avant tout une juste analyse.

Au simulacre de discussion qui leur est consenti, les jeunes ouvriers répondront en exigeant une discussion véritable, permettant de dénoncer les erreurs d'une politique qui a été funeste à l'organisation, et d'établir les responsabilités. C'est la condition indispensable pour enrayer le déclin menaçant des Jeunesses Communistes et leur insuffler une vie nouvelle.

J. JACQUES.

### Réunion d'information

Le dimanche 17 novembre, la direction de la Fédération de la Jeunesse avait convoqué en assemblée générale tous les militants de la région parisienne. Environ 60 camarades étaient présents à cette assemblée, ce qui montre toute la faiblesse de l'organisation numériquement et politiquement. Le bureau de la fédération a présenté devant les membres présents sa résolution parue dans l'*Avant-garde*, et ses explications n'ajoutèrent pas grand-chose au texte. La discussion annoncée de cette manière ne porta que sur les méthodes de travail et il n'y eut que des interventions répétées des différents rayons, à la manière du bureau de la fédération contre la direction de la 4<sup>e</sup> Entente. De toute cette discussion prolixe et nulle quant au contenu politique, il n'y a guère à retenir pour nous si ce n'est que toutes les chicanes qui surgirent au sein de l'assemblée ne soulignaient que trop la faiblesse politique de l'organisation des Jeunesses.

Le travail mécanique de préparation de cette assemblée a abouti à un fiasco complet, avoué par l'*Avant-garde* elle-même qui ne donne que quelques lignes sur cette assemblée. Elle dit, entre autres, que ce fut une discussion malsaine qui entraîna une résistance à l'auto-critique et en fait à combattre la résolution du bureau de la fédération. Ce langage stalinien dénote bien le malaise qui étirent l'organisation. Ce n'est pas en faisant de telles réunions « d'information » que l'on aboutira à quelque chose de positif. Je ne voudrais pas reprendre toutes les interventions des camarades mais on peut définir la manière dont les copains intervinrent. Ce furent les cancanes qui dominèrent tout le débat et à aucun moment les membres du bureau de la fédération ne surent orienter les débats. Par contre, Rossi fut copieusement servi. Il est certain que le travail pratique de Rossi fut négatif, mais il est un grand nombre de camarades qui furent ses soutiens, ou le laissèrent faire, qui contribuèrent à l'assommer à l'assemblée d'information. C'est bien là le couronnement de la discussion bureaucratique ; ce n'est pas le chemin du redressement de la Jeunesse.

Il faut que tous les jeunes travailleurs suivent de très près la discussion au sein de la Jeunesse dans notre organe de défense la *Vérité*. Nous publierons incessamment nos documents sur les tâches politiques de la Jeunesse en France.

La prochaine assemblée d'information aura lieu le 8 décembre.  
Daniel LEVINE.

### Lettres de la caserne

## Le 11 Novembre en territoire occupé

... Comme première réjouissance nous avons eu un discours du commandant. Interminable bafouillage d'où il n'y aurait rien à retenir n'étaient des vus sur l'occupation qui révélaient l'état d'esprit des chefs militaires qui commandent ici. « On n'évacuera pas si vite qu'on le dit. Il faut d'abord renforcer notre grande et vaillante armée, car l'Allemagne ne veut pas payer. Nous resterons aussi longtemps qu'il le faudra afin d'obtenir des garanties suffisantes pour les paiements. Car nous sommes les vainqueurs de la guerre et vous êtes les gardiens de cette victoire, au poste de la garde du Rhin. »

Après ce commentaire des discours de Briand, le commandant fit une charge à fond contre les communistes, « ces vendus, ces traitres, ces mauvais Français », répétant d'ailleurs pour conclure ce qu'il avait dit en commençant.

## LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.



## Dans l'opposition

# SUR LA DÉCLARATION DE RACOVSKY

*La déclaration de Racovsky, approuvée par la très grande majorité des déportés, a mis une fois de plus à l'épreuve les groupes d'opposition. Et une fois de plus on a assisté à la rencontre des ultragauches et des réformistes qui n'ont pas manqué, les uns comme les autres, de crier à la capitulation... tandis que Racovsky prenait le chemin de Barnaoui, preuve que Staline appréciait autrement la déclaration. Les capitulaires ne sont pas en Sibérie, mais à Moscou.*

*Les problèmes soulevés par la déclaration sont de grande importance. Ils ne sont pas spécifiquement russes. D'une façon ou de l'autre, ils se posent dans tous les pays puisqu'il s'agit non de capituler devant le centrisme, mais de le démasquer. Naturellement la tactique a sûrement resté différente selon les pays et les circonstances. Nos camarades des groupes espagnols d'opposition ont discuté entre eux la déclaration et ils nous ont communiqué leurs vues dans une lettre qui ne nous est parvenue qu'avec un grand retard, mais que nous publions néanmoins car elle garde tout son intérêt.*

Il est hors de doute que la déclaration adressée par les camarades Racovsky, Cassir et Okoudjava au Comité Central du Parti Communiste de l'Union soviétique a créé quelque confusion dans certains milieux de l'opposition communiste. D'autre part, les bureaucrates staliniens, mettant à profit cette confusion, l'ont utilisée pour proclamer une fois de plus la décomposition finale de l'opposition. Nous pouvons négliger leur affirmation. Ils ont tant de fois déjà annoncé « la fin de l'opposition trotskyste », « la liquidation du trotskysme », que leur récente raison funèbre peut seulement nous divertir.

L'effet produit par la déclaration de Racovsky parmi les oppositionnels de gauche doit être examiné à la lumière de la déclaration elle-même. Voir seulement le côté négatif de ce document, ainsi que l'ont fait quelques camarades, sans se préoccuper de ce qu'il renferme d'essentiel, de son côté positif, c'est se laisser influencer par les crailleries d'un Iaroslavsky, semer la panique parmi les camarades et ne rien faire de pratique. Chercher dans la déclaration tout ce qui n'est pas exactement conforme au langage habituel de l'opposition, ainsi que le déclarait un camarade belge dans une réunion de l'opposition sans aller au fond de la déclaration, c'est créer un état déplorable de doute et de confusion.

Il y a certainement dans la déclaration quelque chose qui diffère du langage de l'opposition légitime. Mais cette différence bien compréhensible, si l'on tient compte des conditions dans lesquelles doivent travailler nos camarades de l'Union soviétique, s'efface devant l'extrême importance que nous attachons, nous, à ce document.

Comment doit être interprétée la déclaration de Racovsky ? Quelles conclusions en devons-nous tirer et quels sont ses effets ? C'est ainsi que, selon nous, le problème doit être posé.

Toute l'artillerie lourde de la bureaucratie de l'Internationale Communiste a donné contre l'opposition, la calomnie, l'accusant de vouloir créer un second parti et une 4<sup>e</sup> Internationale. Nos camarades ont affirmé, dans des dizaines de documents, leur volonté de lutter pour l'unité du parti, tandis que c'est la bureaucratie de l'I.C. qui a poussé au travail fractionnel et finalement exclu les meilleurs ouvriers de la révolution.

En 1926-1927, l'Internationale Communiste a fait la politique de la droite, le Parti russe dirigé par les droitiers et les centristes faisait la politique de Boukharine et consort. Depuis, Staline s'est orienté vers la gauche, mais cela n'était qu'un zig-zag tactique, afin de maintenir sa domination sur l'I.C. en général et sur le parti de l'U.R.S.S. en particulier. Des parties importantes de la plate-forme de l'opposition russe ont été utilisées par les centristes dans leur lutte pour éliminer la droite, mais sans que soit reconnue la justesse des appréciations de nos camarades russes sur le danger de droite et tout en combattant la gauche, la bureaucratie de l'I.C. parlait beaucoup de « démocratie prolétarienne et d'autocritique sévère ». La droite a été liquidée. Staline prétend se donner comme un élément de gauche.

Nous, oppositionnels, savons ce que valent les arguments de Staline. Mais les camarades de la masse du parti peuvent se laisser impressionner par eux.

Il s'agit donc de leur montrer que c'est là un mensonge, que le nouveau cours à gauche n'existe qu'en paroles et que, pour l'essentiel, c'est toujours la vieille politique centre-droite qui continue, que la démocratie et l'autocritique ne sont tolérées dans l'I.C., qu'à condition de respecter la direction stalinienne, que l'opposition — exclue de l'I.C. par le bloc centre-droite — doit travailler dans le parti pour l'unité de l'I. C., pour la défense de la révolution et de l'I.C., alors que le centrisme prétend se présenter devant les masses comme le sauveur de l'Internationale Communiste. La déclaration de Racovsky est l'expression formelle de nos désirs d'unité dans la lutte pour la défense de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste.

Nous avons vu que la bureaucratie stalinienne a repoussé la déclaration de Racovsky. Cela prouve la duplicité de Staline et que c'est seulement en paroles qu'il s'oriente vers la gauche.

La déclaration de Racovsky montrera à la classe ouvrière que c'est nous, oppositionnels, qui voulons l'unité et que c'est Staline qui provoque et réalise la division au sein de l'I. C. Les défauts qu'elle peut avoir sont insignifiants, comparés aux résultats qu'elle doit donner et à l'utilité que nous en devons faire, et nous sommes convaincus que les oppositionnels espagnols lui donneront leur adhésion.

Henri LACROIX.

*De leur côté, les communistes de l'opposition autrichienne (groupe Frey) ont, à propos de la déclaration de Racovsky, adressé une « lettre ouverte aux membres du Parti communiste d'Autriche ». Nous en reproduisons ici les principaux passages :*

Chers camarades,

Dans la *Roté Falne* du 13 octobre, vous avez lu une histoire au sujet de « l'effondrement du trotskysme ». Les communistes oppositionnels de gauche, déportés et emprisonnés, ont adressé au C.C. du P.C.R. une lettre à laquelle s'est joint le camarade Trotsky. Cette lettre est depuis le 22 août entre les mains de Staline. Pourquoi ne l'a-t-il pas déjà publiée ? Pourquoi ne la publie-t-il pas maintenant ? Pourquoi la *Roté Falne* ne la publie-t-elle pas ? Parce que cela vous ferait connaître la vérité, la vérité qu'on vous cache depuis longtemps. La vérité la voici :

1. La situation extérieure et intérieure de l'Union soviétique devient de plus en plus difficile.

2. La situation des partis communistes de tous les pays devient de plus en plus difficile, leur influence politique, leur nombre d'adhérents de plus en plus faibles.

3. Il est vrai que Staline a pris à son compte beaucoup de mots d'ordre de l'opposition de gauche, mais en centriste, c'est-à-dire en oscillant de droite à gauche ; c'est pourquoi sa lutte contre la droite, elle aussi restée inefficace.

4. Cette situation si dangereuse pour l'ensemble du prolétariat et pour la révolution prolétarienne a poussé l'opposition russe de gauche à s'adresser au C. C. du P.C.R. par une lettre que le camarade Trotsky a approuvée dans ses lignes essentielles.

L'opposition russe de gauche n'a pas capitulé ! Elle demande sa place dans le parti, non pas en sacrifiant ses conceptions révolutionnaires, mais « selon ses conceptions sur la défense de la révolution ! ». Cela n'est pas une manœuvre, c'est une offre honnête, car l'opposition ne demande que les droits qui, selon le statut communiste, sont ceux de tout communiste. Nous sommes convaincus, chers camarades, que vous êtes d'accord avec nous sur le fait qu'il est grandement temps que la lutte fratricide parmi les communistes prenne fin, une lutte qui ne profite qu'aux capitalistes. Il faut la terminer par un accord bolchéviste honnête.

Chers camarades ! Il faudrait que nous, membres du P. C. autrichien (opposition), écrivions une lettre ouverte semblable au C.C. du P.C. autrichien. Pourquoi ne le faisons-nous pas ? Parce que nous savons que le P.C. autrichien n'a rien du tout à dire dans cette question, mais dépend complètement de la direction de la fraction stalinienne à Moscou. Mais il est extrêmement important de savoir ce que vous, les membres du P. C. autrichien, pensez de l'union des communistes.

Le premier pas que vous, membres du parti, ouvriers communistes, devez faire, chers camarades, c'est de ne pas tolérer les querelles personnelles,

qu'entrelient la bureaucratie du parti pour rendre impossible l'examen fraternel des divergences réelles ; c'est de détruire cet amas de mensonges et de calomnies que la clique de l'appareil a rassemblé pour rendre l'union impossible ; et finalement d'examiner fraternellement nos conceptions politiques. De notre côté nous vous disons, chers camarades, que nous ne nous sommes jamais considérés comme un parti et que nous n'avions jamais pour but d'en être un, mais que notre seul but était et est encore d'obtenir un assainissement du parti, un parti sain et unifié. Nous étions et nous sommes une fraction. Involontairement ! Les bureaucrates du parti ont foulé au pied nos droits et nous ont arbitrairement chassé du parti, nous n'avions pas d'autre moyen que la formation d'une fraction.

Aussi peu que l'Opposition russe de gauche, nous ne pensons à la capitulation, c'est-à-dire à l'abandon de nos idées. Mais nous pensons à l'Union soviétique, au prolétariat mondial, à la révolution mondiale, nous pensons qu'il est grandement temps de parler par un front renforcé aux dangers croissants et nous croyons être d'accord avec vous et nous pensons qu'il y a qu'un moyen pour cela : l'unification de tous les communistes sur la base des idées de Staline.

## Correspondance

### Ne laissez pas le parti glisser à l'abîme...

*Je viens de lire pour la première fois le Journal La Vérité et il m'a beaucoup intéressé sur certains points, mais précisément en ce qui concerne le sort réservé à tout ouvrier communiste conscient en U.R.S.S. qui voudrait se permettre de faire de l'opposition. A la lecture de votre journal se dégage un souffle de sincérité qui donne à réfléchir.*

*Je me demande comment, de quel côté, l'ouvrier russe qui a fait la révolution doit envisager la chose. Jusqu'à présent j'avais cru que la révolution accomplie, tout ouvrier étant libéré du capitalisme était désormais libre de penser et d'écrire (bien entendu je fais allusion aux ouvriers révolutionnaires qui ont combattu pour renverser la bourgeoisie). Or je m'aperçois qu'il n'en est pas du tout ainsi. Que faut-il penser de cet état de choses ? Est-ce la dictature du prolétariat ou la dictature de Staline qui domine maintenant en Russie ? On se le demande.*

*Vraiment, pour l'ouvrier français qui, jusqu'à présent, suivait ou suit encore le parti communiste français, il va être difficile de savoir qui écouter et qui suivre à l'avenir, car avec le départ ou l'exclusion de personnalités qui, quoi qu'on en dise, constituent les têtes de file du parti, les répercussions ne vont pas tarder à se faire sentir. Vous voyez ça d'ici !*

*Il ne faut pas oublier que l'ouvrier, en général, n'est communiste que par haine du patronat, et c'est tout. Ne lui demandez pas de vous faire une définition, même superficielle, de la doctrine communiste ou marxiste ; il n'en sait rien ! Il est communiste comme un autre est socialiste, républicain ou anarchiste.*

*Vous voyez toute la portée des infamies de tous les renégats sans distinction. Il faudra bien convenir un jour que le politicien quel qu'il soit, une fois le mandat acquis, laisse tomber plus ou moins ses électeurs pour ne s'occuper que de sa nouvelle situation et de son nouveau genre de vie ; en un mot il subit l'influence du « milieu » et rares sont ceux qui résistent.*

*Il est très regrettable de faire de telles constatations, mais les choses en sont là. Je crois qu'il serait préférable qu'à l'avenir vous tentiez un langage plus clair pour éduquer la classe ouvrière et pour qu'elle ne se méprenne pas sur vos intentions vis-à-vis du parti communiste.*

*Avec les événements qui viennent de se produire, attendons-nous à une grande effervescence parmi les masses laborieuses qui, comme je l'ai dit plus haut, ne vont plus savoir à quoi s'en tenir.*

*Je termine en vous demandant de faire ce qui est en votre pouvoir pour ne pas laisser glisser le parti à l'abîme, lui l'unique espoir du prolétariat.*

D. ATRIA.

La préoccupation dominante de notre correspondant est aussi la nôtre : nous voulons sauver le parti communiste, le défendre contre ceux qui, par leur sottise, le poussent à l'abîme. Il trouvera d'ailleurs, dans ce numéro même, exprimée en divers articles, la réponse aux questions qu'il pose.



## Discussions (1)

## QUE REPRÉSENTE LA MINORITÉ SYNDICALE ?

La question syndicale est viciée parce qu'elle est posée de manière beaucoup trop abstraite. On raisonne sur les rapports du parti et des syndicats comme s'il s'agissait de définir dans l'absolu un conflit de droits et de le trancher définitivement dans un sens ou dans l'autre : droit à l'autonomie syndicale, droit des syndiqués à se diriger eux-mêmes, qu'on ne craint pas d'appuyer en dernière analyse sur la célèbre formule de Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » et même sur les principes derniers du matérialisme historique : la primauté des luttes politiques sur les luttes économiques ; droit des couches les plus éclairées du prolétariat formant une minorité groupée dans un parti politique à diriger les couches moins évoluées encore restées au stade syndical qu'on ne craint pas non plus d'appuyer sur un autre aspect non moins important du matérialisme historique : le rôle de la conscience dans les luttes de classes, la nécessité pour un révolutionnaire, d'aller aux superstructures après avoir ménagé les infrastructures, etc.

Syndicaliste serait qui accepte la première thèse, revendique le premier de ces droits et communiste qui accepte la seconde et revendique le second de ces droits, de sorte que d'un côté comme de l'autre on s'accuse de manquements à la tradition révolutionnaire, les syndicalistes accusant les communistes de blanquisme tandis que ceux-ci les accusent de réformisme.

En réalité il ne s'agit pas du tout d'un conflit de droits : en invoquant ainsi, à propos d'une situation concrète, les principes derniers du matérialisme historique, on manque gravement à sa méthode. On oublie que derrière les conflits de droits posés dans l'absolu se déguisent toujours des conflits de fait particuliers et historiques ; en qualifiant de communiste qui accepte le premier de ces droits et de syndicaliste qui accepte le second, on oublie le principe qu'on ne juge pas un homme ou un groupe d'hommes d'après l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes, mais d'après ce qu'ils font en réalité, ce qu'ils sont en fait.

Des deux protagonistes aucun n'oublie de reprocher à l'autre sa manière abstraite de poser le problème : on n'oublie pas de reprocher aux syndicalistes de cacher derrière le drapeau de l'autonomie syndicale des buts qui en sont très différents, de rappeler les exemples historiques de Besnard et de Verdier qui masquaient ainsi une orientation vers le réformisme. Réciproquement les syndicalistes ont beau jeu pour reprocher à leurs adversaires de disserter dans l'abstrait sur le parti, de rappeler que derrière le drapeau de l'hégémonie des ouvriers les plus éclairés se marque la prétention de l'Etat soviétique, glissant de plus en plus sur une pente dangereuse pour les intérêts de classe du prolétariat russe lui-même, à diriger le mouvement ouvrier mondial et à en faire sa chose pour les besoins de sa politique particulière.

Mais en démasquant ainsi les défauts de la position de son adversaire, on oublie de se regarder soi-même et on définit les exemples historiques opposés à votre thèse comme des accidents historiques, sans importance par rapport à sa vérité dans l'absolu.

Voyons ainsi comment dans le concret et non plus dans l'abstrait, se présente la situation réelle. Une partie du prolétariat syndiqué dans la C.G.T.U. se révolte contre l'hégémonie du parti communiste qui prétend lui imposer sa direction : elle ne se révolte pas contre le parti communiste en général, et la preuve c'est qu'elle lui est res-

tée longtemps et fidèlement soumise, mais contre le parti communiste de 1929, le parti des Semard, des Doriot, des Monmousseau, contre une politique communiste qui n'est pas la politique communiste en général, mais la politique du réflexe d'ultra-gauche succédant au réflexe d'ultra-droite en manière de compensation brutale, politique qui, elle-même, est le contre-coup des vicissitudes de la lutte des classes en Russie sous le régime stalinien. Sa réaction est purement spontanée, sans contenu idéologique précis. Elle surprend tout le monde : les syndicalistes dogmatiques comme ceux de la Révolution prolétarienne qui ne s'y attendaient pas, les communistes officiels accoutumés à l'obéissance passive et jusqu'à ceux qui y participent, qui ne s'expliquent pas trop bien eux-mêmes comment ils en sont venus là. Les syndicalistes de la Révolution prolétarienne cherchent à lui donner leur idéologie particulière nettement anti-communiste et figée depuis longtemps dans une méfiance généralisée pour tous les partis ; les communistes officiels, avec leur habituel machiavélisme, cherchent à lui imposer cette direction syndicaliste pour la discréditer, à faire de Chambelland et de ses amis, les porte-parole et les représentants officiels de toutes les minorités.

Réaction purement spontanée contre le zigzag d'ultra-gauche, la nouvelle minorité est naturellement, et par la force des choses, orientée à droite, à droite relativement à la politique à quoi elle s'oppose et certains de ses porte-parole comme Boville expriment naïvement la nécessité du coup de barre à droite. Elle est orientée à droite sur une pente glissante, non par l'effet de la volonté de ses propres leaders et de ceux qui les suivent, mais par l'effet d'une politique d'ultra-gauche qui les pousse activement dans ce sens et cherche de plus en plus à les y pousser pour s'en débarrasser. Son mouvement n'est pas autonome, il est provoqué du dehors.

Il ne s'agit donc pas du conflit d'une gauche véritablement révolutionnaire et d'une droite opportuniste, dans le conflit qui divise à l'heure actuelle le parti communiste et la minorité des syndicats, puisque la nouvelle tactique syndicale ou plus précisément antisindicaliste d'ultra-gauche n'a pas pour but l'élévation révolutionnaire du niveau des masses mais l'asservissement du mouvement ouvrier aux fins de l'Etat russe bureaucratique, puisque le réflexe de droite dans les syndicats est fonction du réflexe d'ultra-gauche dans l'Internationale.

Les zigzags d'ultra-gauche et d'ultra-droite dans le cours centriste de l'Internationale rendent impossible toute classification en droite et gauche. Pour traiter les représentants de la nouvelle minorité de réformistes, il faudrait pouvoir considérer les dirigeants actuels du parti comme des révolutionnaires conséquents.

L'opposition communiste de gauche n'a donc pas à prendre parti pour la majorité confédérale. Son rôle, c'est d'éclairer le conflit actuel qui peut sembler étroitement localisé à la lumière de la situation politique fondamentale, comme elle doit le faire en toute occasion, d'éclairer les militants syndicaux qui croient qu'il s'agit d'un conflit étroitement localisé, qui se résoudra par le repli des syndicats sur eux-mêmes, de les empêcher de s'engager à la remorque de la Ligue syndicaliste qui n'a eu dans leur mouvement dont elle prétend maintenant faire sa chose aucune participation effective, de les empêcher de tomber dans le piège sournois que leur tend la majorité actuelle en les poussant vers l'autonomie de fait, vers la scission et vers le réformisme pour les déshonorer.

Aux militants de la nouvelle minorité qui se découvrent soudain une âme de syndica-

liste, il ne faut pas répondre en leur affirmant qu'ils sont en effet des syndicalistes, c'est-à-dire des réformistes, mais en leur montrant ce qu'ils sont en réalité : des communistes victimes de la direction bureaucratique de l'Internationale. Il faut leur montrer que la situation où ils se trouvent engagés ne se résoudra pas sur le plan local, sur le plan du travail syndical quotidien, mais sur le plan international, sur le plan du travail politique pour redresser l'Internationale. L'opposition communiste a le devoir d'aiguiller, d'orienter, de canaliser l'opposition syndicale, elle n'a pas à la repousser. Toute autre politique consisterait en réalité à faire le jeu et de la direction de l'Internationale et de la Ligue syndicaliste.

A. ARIAT.

## COMMENT LA BOURGEOISIE ENTEND UTILISER LES SYNDICATS

La Revue politique et parlementaire publie une étude sur les deux congrès syndicalistes. L'auteur y exprime crûment les espoirs que fonde la bourgeoisie pour une période de crise sur des syndicats qui ne seraient pas animés de l'esprit révolutionnaire. L'organisation des travailleurs aurait pour effet, entre ses mains, de contenir la force des ouvriers :

*On peut n'aimer ni les partis politiques, ni les syndicats. Mais on n'a pas le droit de leur préférer le néant. Or, les partis et les syndicats présentent au moins l'avantage de constituer des cadres. Que demain éclate dans notre nation sans cadres une crise économique exceptionnelle, sommes-nous sûrs de pouvoir la faire supporter avec discipline par des citoyens sans partis et des ouvriers sans syndicats ? Et croit-on que toutes les belles formules de concentration républicaine suffiraient à tenir en respect, aux portes de Paris 300.000 chômeurs, aussi solidement que la discipline sociale britannique a pu le faire à l'égard du million et demi de sans-travail, embrigadés depuis longtemps dans le Labour Party et les Trade-Unions ? »*

Voilà apprécié avec une belle intelligence, le rôle du Labour Party et des Trade-Unions. D'autres centrales syndicales, d'Allemagne et de France, sont destinées par la bourgeoisie à remplir ce rôle. Mais, pour les travailleurs, il s'agit de fortifier des syndicats qui coordonnent leurs forces et de raffermir des cadres qui étayent la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

## LA PHALANGE ARTISTIQUE

61, rue des Lilas, Bagnolet

(section française du Théâtre ouvrier international)

donnera à la Salle Adyar, 4 square Rapp

les samedis 30 novembre, 7 et 14 décembre, à 21 h.

## L'argent n'a pas d'odeur

Comédie en 3 actes de Bernard Shaw

Traduction de A. et H. Hamon

Prix unique des places : 8 francs

Le samedi 7 décembre, même salle, à 17 heures.

## Les poètes contre la guerre

3<sup>e</sup> récital de poésie moderne

Poèmes de G. Chennevière, P.-J. Jouve, M. Martinet, G. Duhamel, Ch. Vildrac, Ch. Baudouin, M. Pottecher, etc.

Musique. — Auteurs anciens et modernes : Bach, Fauré, Koehlin.

## LA VERITE

paraît tous les vendredis

(1) Voir les numéros des 25 octobre, 1er, 15 et 22 novembre.



# LA VIE OUVRIÈRE

# Le vie de l'opposition

## A Arpajon

### Les méfaits de la rationalisation dans la chaussure

Il y a environ un mois le directeur de l'Usine des « Chaussures André », faisait venir dans son bureau les dix-sept ouvriers du service du montage et leur tenait le raisonnement suivant : « Vous ne produisez pas assez, je suis désavantagé vis-à-vis des maisons concurrentes ; faites mieux ou c'est la porte. » Un des meilleurs monteuses ayant affirmé ne pouvoir « rendre » davantage, tous les autres se solidariserent avec eur camarade. Voyant cela, le directeur leur donna leurs huit jours, sans tenir compte que plusieurs d'entre eux avaient plus de trente années de présence.

Certainement le directeur espérait diviser ses ouvriers et se débarrasser des « fortes têtes ». Mais il n'y réussit pas, car le lendemain les monteuses unanimes refusèrent leurs huit jours et se mirent en grève.

Malheureusement la direction les remplaça par des inconnus recrutés en province. De plus, ils ne furent pas soutenus par l'ensemble du personnel de l'usine ; un meeting organisé par la fédération unitaire réunit à peine quelques dizaines de personnes sur 500. Constatation attristante, si l'on se souvient que l'an dernier, les ouvriers en grève s'ils n'obtinrent pas satisfaction, tirèrent en échec leur patron pendant un mois.

Ce qui est grave, actuellement, c'est que le syndicat de la chaussure déjà en léthargie depuis longtemps est complètement brisé, car les monteuses en formaient le noyau.

Après cela, les bochevisiteurs de la C.G.T.U. et du Parti pourront affirmer que les masses se radicalisent et sont prêtes pour l'action révolutionnaire.

MADRANGE.

## Les alliés dangereux

Si l'on avait besoin d'une confirmation pour estimer dangereuse la position prise par les minoritaires de la C.G.T.U., le *Libertaire* du 23 novembre, pourrait, on ne peut plus clairement l'apporier.

Charbit a défendu dans la *Vérité* la plate-forme de la minorité sur « l'indépendance du syndicalisme » ; le *Libertaire* la commente en ces termes : « ... C'est, en effet, sur cette seule plate-forme de l'indépendance du capitalisme que l'on peut espérer grouper tous les militants fermement décidés à tirer le mouvement syndical de l'ornière où l'ont embourbé les politiciens. » Comme on le voit, ceux qui menèrent contre la Révolution russe, notamment en 1920-21, des campagnes acharnées, ceux qui menèrent contre le parti communiste à Saint-Etienne et à Bourges les attaques les plus violentes, donnent leur approbation pleine et entière à la position des minoritaires.

Qui pourrait avoir la naïveté de croire que les anarchistes ont renoncé à leur position d'antan ? Dans leur premier appel adressé aux syndicats avant le congrès unitaire les minoritaires demandaient que l'on revienne sur le terrain de Bourges. Il ne semble pas qu'ils en prennent eux-mêmes le chemin. En réalité, s'ils n'y prennent pas garde, ils rejoindront de plus en plus ceux qui comme les anarchistes, ont toujours combattu la Révolution russe et le communisme.

Il semble aussi que certains, parmi les minoritaires, soient décidés à faire bloc, pour abattre la direction confédérale, avec des éléments qui s'apparentent bien plus à la social-démocratie qu'au communisme. Comment interpréter autrement le geste du conseil syndical des T.C.R.P. qui, dans une résolution, prend parti pour Sella, Garchery et Cie, et va jusqu'à conseiller à ceux-ci de conserver leurs mandats ? C'est là une faute très grave. Le moins que l'on puisse dire des « six », c'est qu'ils ont attendu l'extrême affaiblissement du parti pour se livrer contre lui à une agression digne des réformistes.

Sans doute, se découvriront-ils aussi défenseurs de l'« indépendance du syndicalisme ».

Les minoritaires s'illusionnent s'ils s'imaginent pouvoir triompher de la direction confédérale avec tous ceux qui se proclament partisans de l'« indépendance du syndicalisme ». Ils se réservent bien des mécomptes et ceux qui en profiteront seront précisément ceux qu'ils combattent. Ceux-là ont intérêt à faire bloquer tous les opposants sur des formules confuses : l'Opposition communiste et la *Vérité* ne cesseront de dénoncer leur tactique.

## Dans la métallurgie parisienne

L'Union syndicale unitaire de la métallurgie parisienne, collectionne les échecs ; après celui de chez Otis-Pifre, c'est maintenant chez de Dion. Dans ce dernier conflit, après avoir crié à tue-tête et proféré des injures contre les réformistes, qui trahissent suffisamment sans qu'on ait besoin d'inventer des trahisons, les dirigeants du syndicat unitaire, sous la pression des grévistes, ont été obligés de reconnaître qu'ils avaient été un peu fort. Ces dirigeants majoritaires dans la C.G.T.U., sont les types mêmes des gens qui votent dans les congrès à tour de bras de mirifiques résolutions et qui dans la pratique, témoignent d'une lamentable incompétence.

Ils ont réussi le prodige de faire de l'Union syndicale de la métallurgie, une des organisations proportionnellement les plus faibles de la région. En effet, grouper un peu plus de 3.000 adhérents alors que la région parisienne comporte 300.000 métallurgistes, est une gageure ! La direction de la C.G.T.U. et de la 20e Union devrait tout de même s'en inquiéter au lieu de s'acharner uniquement à pourfendre les minoritaires.

## Au Syndicat du Gaz de Paris

La lutte est ardente pour la conquête de la majorité au syndicat du gaz. Après des votes contradictoires qui donnaient dans les assemblées générales du syndicat, la victoire aux majoritaires, alors que dans les sections d'usine le contraire se produisait, le conseil syndical avait décidé finalement d'appliquer les statuts, c'est-à-dire de faire voter dans les sections syndicales d'usine. Les majoritaires ont considéré cette mesure illégale et ont boycotté le vote. Ils se sont donc abstenus et c'est seulement sur la liste minoritaire que les gaziers se sont prononcés par plus de 1.400 voix sur 6.000 adhérents au syndicat. La situation est très trouble, les majoritaires ne voulant pas reconnaître le vote. La 20e Union appuie ces derniers et a déjà menacé de s'adresser par dessus la tête du conseil syndical élu, aux syndiqués ; ce n'est évidemment pas le moyen d'arranger les choses.

## Chez les fonctionnaires

Les fonctionnaires autonomes viennent de proposer aux confédérés, réunis en conférence le 24 septembre, une action commune, dans le but d'obtenir le relèvement du traitement minimum des fonctionnaires.

Par une lettre, dont nous donnons les extraits suivants, ils précisent leur proposition : « ... Nous pensons qu'une poussée commune obligerait le Parlement à appliquer enfin l'article 34 de la loi du 30 avril 1921, c'est-à-dire à donner aux salariés de l'Etat le traitement minimum immédiat de 10.800 francs. Toute autre décision ne ferait que retarder encore la solution définitive du problème des traitements. »

La F. A. vous propose donc une action commune sur ces bases rapidement indiquées. Elle pense qu'étant donné l'urgence de la solution à intervenir, vous accepterez cette offre.

Il n'apparaît pas que les confédérés aient répondu favorablement à l'offre des fonctionnaires autonomes, bien que leurs chefs se soient répandus en déclarations hypocrites, sur les bienfaits de « l'entente » et de « l'union ».

## A Saint-Nazaire

### La grève des chantiers de la Loire

Depuis trois semaines, 2.000 ouvriers des chantiers de la Loire, payés à des taux dérisoires (26 fr. par jour) sont en grève. Ils luttent pour l'application d'un bordereau de salaire déjà accepté et appliqué par l'ensemble des patrons de St-Nazaire, pour une prime de 25 p. cent sur certains travaux, et une indemnité de vie chère variable à déterminer. Seul, M. Paquet refuse l'application du bordereau. Ajoutons que cette compagnie est concessionnaire de l'Etat pour la plupart de ses travaux et le bien-fondé des demandes des grévistes est tel que les pouvoirs publics sont intervenus en leur faveur auprès de M. Paquet.

Les confédérés qui dirigent la grève pleurnichent sur le « mauvais cœur » de M. Paquet. Parions que s'ils avaient des méthodes plus énergiques, le cœur de M. Paquet ne tarderait pas à s'améliorer.

## Groupe de Paris

Dans sa dernière séance le groupe s'est occupé de la situation créée dans le parti français et dans le prolétariat parisien par la dissidence des conseillers municipaux et l'attaque gouvernementale contre l'*Humanité*. L'opposition doit prendre une position sur ce sujet, et essayer d'étendre son action, à la faveur de ces événements. Nous ne pouvons en aucun cas nous taire sur l'action des élus, mais nous devons montrer la responsabilité du parti dans leur action. Leur activité n'est que le résultat d'une crise qui secoue le parti depuis plusieurs années.

Cette crise est particulièrement révélée par l'absence totale de discussion dans le parti, la soumission aux mots d'ordres venus d'en haut, et l'impossibilité pour une minorité de défendre ses vues dans le cadre du parti, grâce au jeu de la démocratie ouvrière. Par le jeu normal des tendances dans le parti les « élus » auraient défendu leur politique dans le parti, et les différends auraient pu se faire jour ouvertement, et la fausse politique aurait aussi pu être combattue. Nous devons montrer toute la fausseté de l'action des « élus », mais en montrant aux travailleurs la cause actuelle de leur défection, qui réside dans la fausse politique du parti.

Le groupe décide d'émettre un tract qui sera largement répandu, pour apporter le point de vue de l'opposition dans le conflit entre les conseillers municipaux et le parti communiste. Il estime aussi nécessaire de continuer l'exposé de ce point de vue dans la *Vérité* en prenant clairement position au sujet de l'action gouvernementale contre l'*Humanité*.

Une action très énergique est indispensable pour élargir la diffusion et le soutien de la *Vérité*. Chaque camarade appartenant aux groupes de l'Opposition communiste doit faire tous les efforts nécessaires pour faire de nouveaux abonnés, pour nous envoyer des adresses de possibles, pour nous demander des numéros par dizaines afin de les vendre dans des réunions publiques, sur des places de marché, etc. Pour toucher les travailleurs, il faut répandre le journal, le vendre partout ! Que chaque camarade qui est déjà abonné fasse un nouvel abonné !

La *Vérité* a déjà ouvert une souscription. Il faut l'amplifier. Le groupe a fait imprimer des listes de souscription. Elles seront incessamment envoyées à nos camarades. Que chacun les remplisse entièrement et nous les retourne aussitôt !

S'abonner, souscrire, nous écrire ! Voilà le mot d'ordre de chaque lecteur de la *Vérité*.

## Nous avons reçu :

G. SMOLIANSKI : La X<sup>e</sup> session plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste (Bureau d'éditions.)

F. BONTE : La guerre de demain (Bureau d'éditions). Almanach ouvrier et paysan (Bureau d'éditions).

## La Vérité

est en vente le VENDREDI MATIN

à PARIS :

Kiosques et librairies

à CLICHY :

Kiosque à l'angle des boulevards Victor-Hugo et Jean-Jaurès  
Librairie Gurtler, 117, Bd Jean-Jaurès

à BAGNOLET :

Papeterie de la Poste  
6, rue Raoul-Berton

à SAINT-DENIS :

Kiosque de la Porte de Paris

à SAINT-OUEN :

Kiosque en face de la Mairie

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFI  
10, cité Nys, Paris-XI (Mémil.: 73.)